

(Page 14, Rapport annuel 1999)

Ordre des urbanistes du Québec
Renseignements supplémentaires
de l'exercice terminé le 31 mars 1999
(en dollars)

Q

Rapport annuel 1999

SOMMAIRE

Lettres de présentation
Le Bureau et le personnel
Rapport du président
Rapport de la Directrice générale et Secrétaire
Contrôle de la pratique
Syndic
Inspection professionnelle
Révision des plaintes
Comité de discipline
Conciliation et arbitrage des comptes
Admissions
Comité d'équivalence de diplômes et formation
Comité de révision du Code de déontologie
Comité du champ de pratique
Comité de formation continue
Institut canadien des urbanistes
Congrès 1999 ICU-OUQ
États généraux du paysage québécois
Comité environnement
Comité de la nomination des membres émérites
Développement international
Conseil interprofessionnel du Québec
Comité UMQ-UMRCQ
États financiers
Rapport des vérificateurs
Bilan au 31 mars 1999
Revenus et dépenses
Récapitulatif

LETTRES DE PRÉSENTATION

Québec

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Gouvernement du Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Linda Goupil

Ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Montréal

Madame Linda Goupil

Ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Gouvernement du Québec

Madame la Ministre,

J'ai le plaisir de vous soumettre, en votre qualité de ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Veillez agréer, madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Jacques Chénier, urbaniste
Président

Montréal

Monsieur Jean K. Samson
Président

Office des professions du Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre, en votre qualité de président de l'Office des professions du Québec, le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Jacques Chénier, urbaniste
Président

Lettres

LE BUREAU ET LE PERSONNEL

LES ADMINISTRATEURS AU BUREAU DE L'ORDRE SONT :

Jacques Chénier
président

Marcel Chiasson
vice-président

Claude Beaulac
trésorier

Huguette Bélard
administrateur

Yves Blackburn
administrateur
(jusqu'à novembre 1998)
Louise Audet
(depuis janvier 1999)

Michel Dupras
administrateur

Sylvain Villeneuve
administrateur

Judith Lortie-Hinse
administrateur nommée Office
des professions

Denise Girard
administrateur nommée Office
des professions

LE PERSONNEL

Gisèle Floc'h Rousselle
Directrice générale &
Secrétaire

Annie Choinière
Admission & Édition

Hélène Pagé
Administration & Comités
(jusqu'en décembre 1998)

Odette Michaud
Secrétaire-réceptionniste &
Gestion du fichier des
membres

Déjà une première année complétée à la présidence de l'Ordre. L'année a passé vite. Un peu surpris par la quantité de dossiers actifs à l'Ordre. j'en sors un peu essoufflé et avec beaucoup de respect et d'admiration pour Serge Filion qui a porté le flambeau pendant six ans.

Par Jacques Chénier, urbaniste

Le congrès de septembre dernier a connu un vif succès. Les ateliers et conférences ont été fort appréciés et la logistique a été menée de main de maître par un comité dynamique. Celui de cette année (6 juin 1999) que l'Ordre organise conjointement avec l'Institut Canadien des Urbanistes promet d'être également un événement à ne pas manquer alors que l'occasion nous sera fournie d'établir des liens avec des urbanistes canadiens et latino-américains.

Déjà une première année complétée à la présidence de l'Ordre. L'année a passé vite. Un peu surpris par la quantité de dossiers actifs à l'Ordre, j'en sors un peu essoufflé et avec beaucoup de respect et d'admiration pour Serge Filion qui a porté le flambeau pendant six ans.

Tout d'abord un bon merci à Sylvain Villeneuve qui, au terme de son mandat de deux ans à titre d'administrateur, quitte pour se consacrer à ses tâches professionnelles.

L'équipe du bureau représente bien la diversité de nos champs de pratique et assure ainsi une bonne représentation des préoccupations des membres. Cette diversité assure aussi au Bureau un large réseau de contacts qui accroît le rayonnement de l'Ordre.

Je suis plus optimiste que jamais sur l'avenir de l'Ordre. Il y a beaucoup d'activité présentement sur des dossiers déterminants et nombreux sont les membres qui s'impliquent dans le suivi et la mise en œuvre de projets importants.

Lorsque j'ai accepté la présidence au printemps 1998, j'ai alors fait connaître mon intention de déployer davantage d'efforts dans les services aux membres. Sans délaisser pour autant les responsabilités qui nous incombent comme ordre professionnel, notamment d'assurer la protection du public, il m'apparaissait important de travailler à accroître les services aux urbanistes et tisser des liens plus serrés entre nous. Les actions entreprises depuis vont dans ce sens et mon objectif principal demeure le même.

De nombreux autres dossiers sont présentement en cours et leur conduite repose sur l'implication de membres bénévoles qui acceptent de prendre part aux affaires de l'Ordre. La révision du code de déontologie a été complétée et soumise à l'Office des Professions ; un appui a été proposé au MAM pour la révision du cadre législatif ; les occasions seront multipliées de rencontrer et collaborer plus étroitement avec les universités. Ce ne sont que quelques exemples des actions entreprises ou réalisées durant l'année par des membres qui du même coup tissent leur réseau au sein de l'Ordre.

Urbanité connaît toujours le même succès. Le contenu, sa présentation, la qualité de son écriture, la pertinence des thèmes avec l'actualité sont autant de qualité que l'on reconnaît à la publication de l'Ordre. Les démarches entreprises cette année auprès d'organismes œuvrant en aménagement du territoire comportaient à chaque fois une invitation à participer à une publication commune afin d'élargir la portée de notre publication.

La question de l'acte réservé demeure entière. J'ai eu l'occasion cette année de rencontrer à deux reprises le président de l'Office des Professions et d'aborder alors ce sujet. J'ai provoqué une réunion du «comité des sages» (anciens présidents de l'Ordre) pour entendre leur point de vue et ajouter une touche d'histoire à ce débat qui dure depuis... la création de la CPOU en 1963. J'ai récemment proposé un programme de consultation et une démarche «référendaire» assortie d'une promesse de conduire ce dossier à terme avant la fin de 1999.

Lorsque l'on prend conscience de tout ce qui se déroule à l'Ordre, qui reste parfois méconnu, et des projets qui sont en voie de réalisation on peut se permettre d'affirmer être plus optimiste que jamais sur l'avenir de l'Ordre des Urbanistes du Québec.

Président

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE & SECRÉTAIRE

Le principal mandat de la directrice générale consiste à gérer efficacement l'organisation en fonction de sa mission de protection du public et des objectifs fixés par le Bureau.

Par Gisèle Floch Rousselle

Administration

Cette année, le traitement des dossiers courants n'a pas été de tout repos en raison d'une carence de personnel, congé de maternité et départ, dont nous vous avons parlé par le biais d'Urbanité.

Le principal dossier traité par la directrice générale a donc spécifiquement porté sur la réorganisation administrative de la permanence de l'Ordre. Chaque tâche et chaque processus a donc fait l'objet d'une analyse minutieuse et d'une nouvelle répartition. Le tout a débouché sur une nouvelle structure de trois personnes au lieu de quatre. Celle-ci a fait l'objet d'une présentation détaillée dans Urbanité. L'évaluation de cette nouvelle structure sera faite fin 1999.

Finances

Le principal mandat de la directrice générale consiste à gérer efficacement l'organisation en fonction de sa mission de protection du public et des objectifs fixés par le Bureau.

De plus, elle collabore aux stratégies de développement et à leur mise en oeuvre, elle prépare le budget, contrôle sa mise en oeuvre et voit à la mise en application d'un système de gestion efficace afin d'assurer une saine utilisation des ressources de l'Ordre. Elle établit et veille à la structure organisationnelle la plus efficace des permanents et elle s'assure que le personnel du siège social concrétise quotidiennement les orientations et les résolutions du Bureau et du Comité administratif. De plus, elle participe à certaines rencontres de l'Office des professions du Québec, du Conseil interprofessionnel ainsi que d'autres organismes tant gouvernementaux que divers. Elle assume également les activités de communication et de relations publiques de l'Ordre. Elle est également chargée de la coordination des comités et du travail des bénévoles et, à ce titre, elle s'assure de la transmission des documents essentiels à l'analyse des dossiers, à l'encadrement et au soutien logistique des différents comités.

À titre de secrétaire de l'Ordre, elle est également responsable du Tableau des membres, du processus d'élection, des convocations et procès-verbaux de l'assemblée générale annuelle, du Bureau et du comité administratif et des différents comités légaux.

Elle est également rédacteur en chef et responsable de la revue Urbanité.

Réglementation

La directrice générale a participé activement avec le comité des admissions aux travaux de refonte et modification du règlement sur les conditions et modalités de délivrance du permis.

Ce fut une réelle partie de plaisir menée de main de maître par le président du comité, Denis Dumont, le tout réalisé dans un temps record et dans le respect de l'échéancier fixé par le Bureau.

La directrice générale a également été impliquée dans le processus des diverses révisions du code de déontologie et plus spécifiquement au niveau des discussions avec l'Office. Cependant, le travail de «moine» à ce chapitre a été réalisé par la présidente du comité, Louise Beaulieu et les membres du comité.

Révision des plaintes

À la lumière de ce qui précède, nous étions saisis, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de ce mécanisme en 1994, suite à l'amendement du code des professions, d'une demande en révision d'une décision du syndic. Bien que celle-ci ait été rejetée, la directrice générale, à titre de secrétaire de ce comité, a assisté le comité et veillé à l'application des mécanismes dans les délais prévus par la loi.

Inspection professionnelle

En raison du contexte prévalant à la permanence, l'assistance de la direction générale au comité d'inspection a été plus limitée qu'à l'ordinaire. Cela n'a pas empêché le comité de remplir son mandat avec beaucoup d'efficacité.

URBANITÉ

Communication et services aux membres

Urbanité

Pour une nouvelle année, malgré la tempête, nous avons tenu nos promesses et publié quatre numéros d'Urbanité avec, à chaque fois, un dossier très étoffé. Les thèmes suivants ont été traités : le transport, le tourisme, la décentralisation et capitales et métropoles.

Nous sommes certains que les dossiers à venir en 1999 ne vous décevront pas.

Le succès que connaît Urbanité est une belle récompense aux efforts qui y sont consacrés.

Il est important de noter que le coût de production moyen d'une revue ne dépasse pas 4.25 \$.

Protection du public et contrôle de la pratique

Syndic

La directrice générale, comme les années précédentes, a été amenée à répondre à de nombreuses questions du public et à des membres. Dans beaucoup de cas, l'information a désamorcé l'objet de la présumée plainte et les autres cas ont été référés au syndic.

Tant l'assistance au syndic que les informations fournies sont en nette croissance et il est évident que nous sommes face à un public de plus en plus informé et de plus en plus conscient de ses droits.

Naturellement, la situation qui a prévalu à la permanence a eu une incidence positive sur les finances de l'Ordre et ce, en dépit de manques à gagner importants au niveau de certaines activités des comités.

Malgré le manque de personnel, la permanence a non seulement atteint, mais largement dépassé, l'objectif d'autofinancement de la revue Urbanité. Un numéro a même été autofinancé en entier.

Par contre, on note une stagnation du membership. Nos membres vieillissent et se retirent de la pratique. Dans le même temps, on assiste à une diminution de 50 % des candidats à l'examen ; ce qui entraîne évidemment une diminution de plus de 50 %, depuis deux ans, de nouveaux membres.

Guide des ressources professionnelles en urbanisme

Celui-ci a été reporté à l'automne 1999 en raison des problèmes de personnel et qui sait peut-être le transporterons-nous sur Internet ?

Service d'aide à l'emploi

Tout comme l'an dernier, la majeure partie des activités se passent à l'interne par la sélection et l'envoi de curriculum vitae à divers employeurs qui en font la demande.

La réponse des membres à mon appel de l'assemblée générale annuelle de l'an dernier a été excellente et nous avons à présent une base solide.

Dans la foulée de la restructuration, nous repensons actuellement le fonctionnement de ce service devenu trop actif en regard de nos ressources.

Relations publiques

Beaucoup d'énergies de la directrice générale ont été mises dans les rencontres, discussions, négociations avec les associations et ordres connexes ainsi qu'un rapprochement avec les universités. Plusieurs partenariats étaient également scellés, *Revue Urbanisme*, Certu, CCA, Bell Mobilité, pour n'en citer que quelques-uns.

Les congrès

Congrès de l'Ordre à Québec en septembre 1998

Là encore, l'implication et l'énergie que la directrice générale et la permanence ont déployées l'ont été dans la joie et la stimulation grâce au comité avec qui nous avons travaillé quotidiennement et qui a su avec énergie et compétence bâtir un excellent programme. La conjugaison des énergies a fait de l'événement un franc succès.

Congrès conjoint Ordre des urbanistes du Québec/Institut canadien des urbanistes 1999

L'implication de la directrice générale dans la préparation a largement dépassé les prévisions notamment au niveau de la production du programme préliminaire et du financement. Certes l'événement est d'une envergure bien différente de celle des congrès de l'Ordre. Nous ne doutons pas que l'énergie et les compétences déployées par le comité en feront un grand succès.

Les élections

À la suite du processus d'élection, déclenché en janvier 99, seule la région de Montréal faisait l'objet d'un vote.

Le dépouillement du scrutin, le 22 mars dernier conduisait à l'élection de M. Claude Beaulac. M. Claude Beaulac était déjà administrateur au Bureau depuis avril 1998, il occupait également le poste de trésorier. Il exerce sa profession dans le secteur privé où il est président du groupe Urbasoft.

Quant à la région de l'Est, elle sera de nouveau représentée par M. Marcel Chiasson, élu par acclamation. Marcel Chiasson était déjà administrateur au Bureau depuis juin 1997. Il était nommé vice-président en avril 98.

Il occupe les fonctions de directeur au sein du Service de la Culture, du Loisir et la vie Communautaire de la ville de Québec.

Enfin, la région du Centre, en l'absence de candidature, a fait l'objet d'une nomination par le Bureau, le 1er avril dernier. Il s'agit de M. Denis Dumont. M. Dumont est président du comité des admissions depuis 1996.

Il est actuellement Directeur-adjoint au Service de l'urbanisme de la ville de Longueuil.

Le Tableau des membres

Au 31 mars 1999, l'Ordre des urbanistes du Québec comptait 704 membres.

La répartition de l'effectif se traduit comme suit :

Effectif au 31 mars 1998	
Inscription au tableau des membres	693*
nouveaux permis	24
réinscription de membres	5
Radiation du tableau des membres	
démissions	10
non-réinscrits au Tableau	8

Répartition de l'effectif par région

Bas Saint-Laurent	11
Saguenay/Lac Saint-Jean	30
Québec	116
Mauricie/Bois-Francis	29
Estrie	21
Montréal	235
Outaouais	25
Abitibi-Témiscamingue	5
Côte-Nord	5
Nord-du-Québec	2
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0
Chaudière-Appalaches	16
Laval	20
Lanaudière	26
Laurentides	43
Montréal	102
Autres provinces	12
Autres pays	6
Total des membres au 31 mars 1999	704

* L'effectif au 31 mars 1998 était de 693 membres, n'incluant pas les membres émérites au nombre de seize pour la présente année.



Le Tableau des membres

Au 31 mars 1999, l'Ordre des urbanistes du Québec comptait 704 membres.

La répartition de l'effectif se traduit comme suit :

Effectif au 31 mars 1998	
Inscription au tableau des membres	693*
nouveaux permis	24
réinscription de membres	5
Radiation du tableau des membres	
démissions	10
non-réinscrits au Tableau	8

Répartition de l'effectif par région

Bas Saint-Laurent	11
Saguenay/Lac Saint-Jean	30
Québec	116
Mauricie/Bois-Francis	29
Estrie	21
Montréal	235
Outaouais	25
Abitibi-Témiscamingue	5
Côte-Nord	5
Nord-du-Québec	2
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0
Chaudière-Appalaches	16
Laval	20
Lanaudière	26
Laurentides	43
Montréal	102
Autres provinces	12
Autres pays	6
Total des membres au 31 mars 1999	704

* L'effectif au 31 mars 1998 était de 693 membres, n'incluant pas les membres émérites au nombre de seize pour la présente année.

Cotisation annuelle

Pour l'année se terminant le 31 mars 1999

Membres réguliers	370.00
Membres résident à l'extérieur du Québec	92.50
Membres étudiant à temps plein	92.50
Membres retraités	92.50
Membres en congé parental	92.50
Membres retraités + de 70 ans	0.00
Membres émérites	0.00
Contribution à l'Office des professions	15.30

La date de versement de la cotisation était le 1er avril 1998

Démissions

AUBRY, Pierre
BEAULIEU, Robert
BOISVERT, Jean-Michel
DESROSIERS, Clément
DYRDA, Stephan
GLASER, Janos G.
LEMOYNE, Roy-Émile
MARCOUX, Pierre
ROUSSEAU, Jean
TRANCHIDA, Daniel

Non-réinscrits au Tableau

BOISVERT, Michel
BOYER, Pierre
DUFOUR, Denis
LECLERC, Denis
MAILLARD, Alain
PELLETIER, Pierre L.
RODIER, Luc
VRANDERICK, Alain

Réinscriptions

GÉLINAS, Jean
GILLON, Didier François
LAROUCHE, Pierre
ST-AMOUR, Jean-Pierre
TREMBLAY, Gilbert

Inscriptions depuis le 1er avril 1998

BÉLANGER, Manon
BESNER, Marie-Claude
BOEGNER-PAGÉ, Christine
CHIASSON, Christian
CYR, Daniel
DALLAIRE, Christian
GAUTHIER, Steve
GINGRAS, Paul
GRONDIN, Hugo
LARUE, Michel
LAVERGNE, Rick
LEBIRE, Patrick
LEFAIVRE, Pierre-Jacques
MARCHAND, Denis
MARTIN, Nathalie
PARENT, Anne-Marie
POIRIER, Chantal
PROVENCHER, Sylvain
ROY, Daniel
SARRAZIN, Pascal
SEGUIN, Chantal
SIMARD, Martin
SIMARD, Hubert
TOUPIN, Lydia

Conclusion

En cette année difficile qui se termine, je tiens à remercier particulièrement Mme Odette Michaud, notre secrétaire administrative qui a accepté, pendant plus de quatre mois, seule à mes côtés, de tenir le fort et qui l'a fait avec efficacité, ténacité, professionnalisme et bonne humeur.

Merci également à notre Syndic, M. Ploegaerts, au président du comité d'inspection professionnelle, M. Michael Hillier et Mme Danielle Pilette du comité des admissions qui ont accepté une charge administrative plus lourde qu'à l'ordinaire pour nous rendre la tâche plus humaine.

Des remerciements particuliers à l'endroit des auteurs et collaborateurs d'Urbanité, en particulier André Boisvert, sans qui le produit ne serait pas ce qu'il est. L'échange privilégié que j'ai avec vous est une source de stimulation constante.

Merci enfin à tous les présidents et membres de comités, ainsi qu'aux membres du Bureau pour leur confiance renouvelée.

X

Adaptation et vie dépendante

Assemblée

...mandater la
...générale afin de
...à la structure
...de l'Ordre
...part de l'agent à
...l'administration

• **résolu de mandater le**
président pour rencontrer le
président de l'AUMQ afin
de trouver une solution en
rapport de la dénomination
société de l'Association ainsi
que des objets de la
Compagnie, le tout en
conformité avec le code des
professions.

- résolu de rétablir le mécanisme du comité des admissions avec un quorum de trois personnes. Leur rôle étant d'analyser le contenu des statistiques de les bonifier

- adopté le budget pour l'année 1998-1999
- adopté des états financiers vérifiés pour l'année se terminant le 31 mars 1998
- procédé à la fin de l'année à l'analyse de la performance du personnel de la permanence en regard de l'auto-financement

- adopté la grille tarifaire des sessions de formation continue.

- adopté la politique de non-rémunération des comités

- adopté des actions de rapprochement entre l'UMQ, l'UMRCQ et les différentes instances gouvernementales
- résolu de nommer M. Marcel Chiasson, vice-président, pour siéger sur la commission permanente de l'aménagement du territoire de l'UMRCQ

- adopté des actions de rapprochement entre l'Ordre et ses membres en régions
- résolu de tenir des réunions régionales et statutaires le 4^e vendredi de mai et le 1^{er} vendredi de novembre

- nommé Mme Huguette Béland à titre de représentante du Bureau sur le comité du congrès conjoint OUC-ICU 1999
- procédé à la nomination des présidents et membres des comités
- nommé M. Claude Beaulac à titre d'administrateur pour la région de Montréal
- nommé Mme Marie-Claude Martel à titre de nouveau membre du comité de révision du code de déontologie

- M. Georges Robert, à titre de président du comité de développement international
- M. David Belgue, en remplacement de M. Pierre Blais, membre du comité législatif
- résolu de nommer Mme Louise Audet en remplacement de M. Yves Blackburn, à titre d'administrateur pour la région de l'Est du Québec

- adopté le projet du code de déontologie dans les 2 langues
- accepté le projet de refonte du règlement sur la délivrance du permis tel que déposé par le comité
- mandaté la directrice générale pour finalisation et concordance du précédent règlement et ce en lien avec Me Bernard Godbout

- procédé à la radiation de 8 membres pour non-paiement de cotisation
- accepté la démission de 10 membres

Demande d'équivalence

- Reconnu trois équivalences de diplômes



PARTICIPATION DE L'ORDRE AU PROCESSUS D'ACCREDITATION DES PROGRAMMES

Processus d'accréditation des programmes de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal par l'American Institute of Certified Planners

À l'invitation et l'initiative de Marie-Odile Trépanier, urbaniste et directrice de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, l'Ordre a eu le plaisir d'être invité, à la fin du mois de mars 1999, à siéger à titre d'observateur sur le Planning accreditation Board.

Le Bureau de l'Ordre désignait à titre de représentant et en vertu de ses grandes qualités, monsieur François Lapointe, ancien président de l'Ordre.

Nous vous présentons un sommaire du rapport de monsieur François Lapointe ainsi que les recommandations formulées au Bureau de l'Ordre.

Nous remercions monsieur Lapointe pour sa grande disponibilité et l'excellence de son rapport.

Nous nous réjouissons également de cette nouvelle ouverture et de l'opportunité que madame Marie-Odile Trépanier a su nous offrir. Nous souhaitons ardemment que cette étape marque une nouvelle forme de collaboration avec les universités au profit de l'excellence de la formation et de la pratique de l'urbanisme.

Sommaire du rapport

1. Les trois bénéfices pour l'OUQ à une participation au processus de ré-accréditation du PAB:
 - L'apprentissage d'un processus d'accréditation
 - L'occasion de se familiariser avec l'Institut, son personnel et ses programmes
 - La possibilité d'obtenir de l'information à propos des programmes d'urbanisme de l'Institut.

2. Le Planning Accreditation Board :

- Un partenariat entre l'American Institute of Certified Planners, l'American Planning Association et l'Association of Collegiate Schools of Planning
- Un processus d'accréditation très rigoureux, fondé sur les buts et objectifs particuliers aux programmes d'enseignement, et s'appuyant sur onze critères d'évaluation
- Il existe deux niveaux d'accréditation: le baccalauréat en urbanisme et la maîtrise en urbanisme
- La prémisses fondamentale pour la démarche d'accréditation: un souci d'excellence pour les programmes d'enseignement en urbanisme.

3. Le processus d'accréditation du PAB et le processus d'évaluation des programmes universitaires en urbanisme de l'OUQ offrent davantage de similitudes que de différences, si l'on fait abstraction des particularités institutionnelles et des détails:
 - Ils se recoupent très largement au niveau des objectifs poursuivis, du cycle d'évaluation, du processus d'évaluation et des exigences en matière d'information
 - Les différences concernent les critères d'évaluation et des nuances au niveau du protocole de visite.

4. Les programmes d'urbanisme de l'Institut d'urbanisme:

	MA	BA
Programme créé	1961	1979
Total gradués	633	615
Gradués 96-97	12	26
Étudiants 97-98	65	87
Étudiants 93-94	66	150
Cours	44	36
Corps enseignant	17	

5. Les critères d'évaluation du PAB sont les suivants: buts et objectifs; relations avec l'institution; autonomie académique et gouvernance; programme d'enseignement; corps enseignant; enseignement, encadrement académique et support aux étudiants; recherche et autres activités reliées au savoir; services communautaires et

professionnels; étudiants; ressources, et administration et pratiques équitables.

6. Le programme de visite s'apparente à une évaluation de rendement de type «360 degrés» dans la mesure où il implique des rencontres avec tous les intervenants associés aux programmes d'urbanisme: d'irection universitaire, corps enseignant, étudiants, gradués, employeurs, et représentants du milieu professionnel. Une tournée des installations d'enseignement fait aussi partie du programme de visite.

7. Les principaux constats et enjeux identifiés par le comité du PAB:

- Le déclin significatif du nombre d'étudiants dans le programme de baccalauréat en urbanisme de l'Institut
- L'évolution de l'emploi en urbanisme et plus particulièrement la dualité: marché traditionnel et marché non-traditionnel
- Certaines lacunes dans la promotion de l'urbanisme aux clientèles cibles aux fins de recrutement d'étudiants en urbanisme
- Plusieurs réflexions stratégiques en cours afin de trouver des solutions aux problèmes de recrutement d'étudiants à l'Institut d'urbanisme
- Le rayonnement des activités académiques et de recherche sur le plan international de l'Institut: un atout important pour l'avenir des programmes d'urbanisme

- Le constat d'une amélioration significative des installations d'enseignement de l'Institut d'urbanisme
- Les relations entre l'Institut et le milieu professionnel: susceptibles d'améliorations.

8. Les principales conclusions préliminaires du comité du PAB:
 - Les programmes d'urbanisme de l'Institut se classent près du sommet de la hiérarchie des programmes d'urbanisme en Amérique du Nord

- Les deux programmes de l'Institut d'urbanisme rencontrent les critères d'évaluation du PAB

- L'articulation entre les programmes de baccalauréat et de maîtrise de l'Institut d'urbanisme est excellente, une des meilleures en Amérique du Nord

- L'approche pédagogique, en référence en particulier aux ateliers pratiques et aux stages en milieu de travail, est optimale pour la préparation de professionnels en urbanisme

- Dans les relations entre l'Institut ainsi que les autres programmes universitaires en urbanisme et le milieu professionnel, une collaboration en matière de formation continue devrait être prioritaire

- La collaboration du milieu professionnel aux ateliers pratiques et aux stages en milieu de travail devrait être plus soutenue

- En regard de la problématique du baccalauréat en urbanisme, sa conversion à un programme «d'aménagement urbain», à caractère non-professionnel, est préconisée

- Pour le programme de maîtrise, il est suggéré de clarifier les domaines de spécialisation, de les augmenter et de hausser la profondeur dans l'apprentissage des spécialités.

- Le rayonnement des activités académiques et de recherche sur le plan international de l'Institut: un atout important pour l'avenir des programmes d'urbanisme

Les suggestions formulées au Bureau de l'OUQ découlant de l'observation du Processus de ré-accréditation du PAB:

- Que l'OUQ et l'Institut d'urbanisme conviennent d'une démarche conjointe dans le cadre du remaniement des programmes d'urbanisme, initialement sous le leadership et dans le respect de l'autonomie de l'Institut en matière d'élaboration de programmes d'enseignement, et par la suite, sous le leadership de l'Ordre en ce qui a trait à la reconnaissance du ou des programmes modifiés, en conformité avec les exigences du Code des professions

- Que l'OUQ, dans le cadre de la reconnaissance du ou des programmes modifiés de l'Institut d'urbanisme, adopte une approche reflétant ses préoccupations particulières, autorisant plus spécialement l'utilisation des éléments pertinents du PAB le cas échéant

- Que l'OUQ mette sur pied un comité de travail sur l'emploi en urbanisme avec comme mandat de bien comprendre l'évolution de l'emploi en urbanisme, en particulier la distinction entre les emplois professionnels et non-professionnels dans le marché dit non-traditionnel

- Que les résultats de l'étude sur l'emploi en urbanisme soient utilisés dans le contexte du développement d'une stratégie de communication et de promotion de l'urbanisme destinées à des clientèles-cibles, incluant celles concernées par les activités de recrutement d'étudiants en urbanisme

- Que l'OUQ encourage auprès de ses membres l'importance d'une collaboration étroite avec l'Institut et les autres programmes universitaires en urbanisme en ce qui a trait à l'identification et l'utilisation de sujets d'ateliers pratiques et aussi de stagiaires en milieu de travail

- Que l'OUQ, dans le cadre de son dialogue avec l'Institut et les autres programmes universitaires en urbanisme, explore la possibilité d'un partenariat en matière de formation continue

- Que l'OUQ et ses membres s'associent au corps enseignant de l'Institut et des autres programmes universitaires en urbanisme dans le cadre de leurs activités de rayonnement ainsi que de recherche, le cas échéant

- Que l'OUQ, dans le cadre de son dialogue avec l'Institut et les autres programmes universitaires en urbanisme, communique l'importance d'avoir une masse critique d'enseignants à titre de membres, pour des raisons à la fois symbolique et à des fins de crédibilité dans la formation de futurs professionnels.



RAPPORT DU SYNDIC

par Léon Ploegaerts, urbaniste

Au cours de l'année 1998, plusieurs plaintes furent adressées au bureau du syndic mais aucune ne fut portée à l'attention du comité de discipline. La plupart d'entre elles purent être résolues à la satisfaction des plaignants, une fut présentée au Comité de révision qui la rejeta, et quelques-unes sont encore en cours. On constate également une baisse significative des conflits entre membres. Enfin, comme chaque année, le syndic eut à répondre à un grand nombre de demandes de renseignements et plusieurs plaintes ne purent être instruites, les personnes contre lesquelles les plaintes étaient portées n'étant pas inscrites au tableau de l'Ordre. On peut se réjouir de la bonne réputation que notre Ordre continue d'avoir auprès du public. De manière générale, on note parmi les questions posées par celui-ci une prise de conscience croissante des effets de l'aménagement sur la qualité de vie tant en milieu urbain, suburbain que rural.

La répétition de plaintes, qui s'étaient déjà présentées dans le passé, ont conduit le syndic à recommander au Bureau la suppression du titre «urbaniste-stagiaire» et son remplacement par celui de «stagiaire en urbanisme». Outre le fait que le titre d'«urbaniste-stagiaire» dérogeait à l'article 36h du Code des professions, il prêtait à confusion auprès du public en particulier lorsque ceux qui en étaient titulaires occupaient des postes de cadres dans l'administration des municipalités et des MRC. Le Bureau a accepté la proposition et a demandé au Comité des admissions de

modifier le règlement en conséquence. Cette mesure devrait mettre fin à l'ambiguïté créée par l'utilisation du titre d'urbaniste avant l'émission du permis et l'inscription au tableau de l'Ordre conformément aux dispositions de la Loi. Par ailleurs, le projet de Loi no 454 modifiant le Code des professions, qui prévoit notamment l'introduction d'un permis restrictif, pourrait encore apporter des modifications à la situation présente.

Parmi les dossiers en cours, l'émission récente de lettres patentes à l'Association des urbanistes et aménagistes municipaux (AUAMQ) en contravention du Code des professions et de la partie III de la Loi sur les compagnies pose problème sur la protection du titre qui a été porté à l'attention du Bureau. Avant d'entreprendre les démarches qui s'imposent et considérant que l'AUAMQ comprend un grand nombre de consœurs et de confrères, le Bureau a mandaté le Président d'explorer avec l'association des solutions d'ici le mois de septembre prochain.

Enfin, en guise de conclusion, un commentaire sur le projet du Code de déontologie publié à la Gazette officielle du Québec en décembre dernier. Indiscutablement, sa mise à jour s'imposait. Toutefois, nonobstant ses qualités, il est à prévoir que le projet tel que proposé, notamment la section III, va poser des problèmes d'interprétation sur lesquels le bureau du syndic et éventuellement le comité de discipline auront à se pencher et qui risquent de s'avérer coûteux pour l'Ordre.

La sélection aux fins d'inspection

Plusieurs membres se sont demandés comment ils ont pu être sélectionnés pour faire partie d'une programmation d'inspection professionnelle. Les quelques lignes qui suivent tenteront de vous en donner l'explication.

Les années passées, la sélection des membres invités à prendre part aux procédures d'inspection a été basée sur le critère du nombre d'années de pratique. Pour la programmation 1998-1999, le comité a préféré une nouvelle approche basée sur les milieux de travail. Ainsi, cinq (5) grandes catégories de milieux de travail furent retenues, à savoir :

- employé(e)s gouvernementaux ;
- employé(e)s municipaux (MRC et municipalités locales) ;
- employé(e)s des secteurs industriels & commerciaux ;
- employé(e)s d'organismes publics ou d'institutions publiques ;
- employé(e)s œuvrant dans le milieu des services-conseils.

Programmation 1998-1999

Les grandes lignes

Le comité d'inspection professionnelle a entrepris une nouvelle programmation à l'automne 1998.

Trois (3) rencontres du comité ont eu lieu jusqu'à maintenant. Une première rencontre plénière, tenue le 8 octobre 1998, a permis aux membres du comité d'établir les orientations de la nouvelle programmation, notamment d'établir les critères permettant de faire la sélection des membres qui seraient invités à soumettre leurs dossiers pour fins d'inspection. Dans les jours qui ont suivi cette rencontre, trente-cinq (35) membres de l'Ordre furent contactés et invités à produire les pièces nécessaires à cette inspection.

Deux (2) rencontres, en comité restreint, les 26 novembre 1998 à Montréal et 23 février 1999 à Cap-de-la-Madeleine, ont permis de compléter l'étude de seize (16) dossiers. D'autres dossiers, jugés complets, seront évalués dans les prochaines semaines alors que certains membres ont dû être contactés afin que les pièces manquantes à leur dossier puissent être fournies.

Les membres du comité aiment souligner la diligence avec laquelle les urbanistes ont répondu aux impératifs du processus d'inspection. Aussi, les membres du comité se sentent privilégiés de pouvoir consulter des documents de grande qualité et de pouvoir apprécier la diversité des interventions urbanistiques auxquelles ont été associées des membres de notre Ordre.

dossier pour fins d'inspection professionnelle, vous ne devez pas hésiter à transmettre les documents que vous jugerez les plus représentatifs du type de travail que vous effectuez. Si ces derniers ne conviennent pas ou si le comité juge qu'un autre document serait plus pertinent, il vous en avisera.

Les documents que vous transmettez constitueront votre dossier d'inspection et ces pièces seront conservées en archives au Bureau de l'Ordre. Il vous est, toutefois, possible de demander le retour d'un document principal. Lorsque votre dossier aura été évalué et jugé satisfaisant, ce document pourra vous être retourné. Il suffit d'en aviser le comité au moment de sa transmission.

Enfin, si vous êtes sélectionné pour faire l'objet d'une inspection professionnelle, n'hésitez pas à communiquer avec notre direction générale pour toute information que vous jugerez utile à la préparation de votre dossier.

Un constat et certaines recommandations

Le programme d'inspection professionnelle ne sert pas seulement à évaluer le travail et le niveau de compétence des membres de notre Ordre. Il a aussi pour mandat de faire un constat de la pratique en général et de faire des recommandations sur la façon dont doit s'exprimer cette pratique professionnelle.

Or, les trois derniers programmes d'inspection professionnelle ont permis de constater un certain manque de rigueur de la part de nos membres dans l'identification de leur statut d'«urbaniste». L'Ordre des urbanistes du Québec est un ordre professionnel à titre réservé et il est, de l'avis des membres du comité d'inspection professionnelle, primordial de faire usage, dans un premier temps, et usage correct, dans un deuxième temps, de ce titre.

Mme Cécile Demers et M. Alain Bilodeau, au nom des membres du comité d'inspection professionnelle, ont produit un rapport intitulé «Identification des urbanistes et règles de présentation des documents». Ce rapport résume bien la problématique observée et sommairement décrite ci-avant. Il propose, aussi, un certain nombre de solutions pratiques basées sur des règles d'identification reconnues. Copie de ce rapport a été remise au Bureau de direction de l'Ordre pour évaluation et suivi ultérieur.

Les membres du comité d'inspection professionnelle souhaitent que ce document puisse un jour devenir un outil de référence et un guide indispensable mis à la disposition de tous les membres de l'Ordre des urbanistes du Québec. C'est un dossier à suivre !

RÉVISION DES PLAINTES

Président

Robert Huard, urbaniste

Membres

Claude Doyon, urbaniste
Gérard Lemelin, urbaniste
François Marchand, avocat,
urbaniste
Judith Lortie-Hinse,
administrateur nommé de
l'Office des professions
Gisèle Floc'h Rousselette,
secrétaire du Comité

Au cours de cette année, le Comité de révision des plaintes de l'Ordre des urbanistes du Québec s'est penché sur un dossier suite à une plainte.

Le Comité a statué après analyse du dossier dans les délais requis.

COMITÉ DE DISCIPLINE

Membres

Me Alain Riendeau
Ernest Buteau, urbaniste
André Christin, urbaniste
Serge Côté, urbaniste

Secrétaire du Comité

Gisèle Floc'h Rousselette

Nous vous informons que le comité de discipline a été inactif durant l'exercice qui se termine, et qu'à notre connaissance, aucun apport d'activités ne sera produit.

Cette absence d'activités s'explique par le fait qu'aucune demande ne nous ait été acheminée.

CONCILIATION ET ARBITRAGE DES COMPTES

Président

Yves Langevin, urbaniste

Membre

Robert Cooke, urbaniste

Nous vous informons que le comité d'arbitrage des comptes a été inactif durant l'exercice qui se termine, et qu'à notre connaissance, aucun rapport d'activités ne sera produit.

Cette absence d'activités s'explique par le fait qu'aucune demande ne nous ait été acheminée.

Christian Cléroux, urbaniste
René Girard, urbaniste
Pierre Guertin, urbaniste
Danielle Pilette, urbaniste

Le comité des admissions a proposé au Bureau de l'Ordre un projet de règlement modifiant le règlement sur les conditions et modalités de délivrance du permis. Dans son exercice, le comité a également considéré les commentaires judicieux de M. Léon Floegaerts, président du Syndic. De plus, un seul élément a volontairement été exclu de la révision par les membres du comité, soit celui traitant de l'ouverture à d'autres clientèles. Le comité a recommandé au Bureau de mettre en suspens cet aspect parce qu'il considérait qu'au préalable le débat devait être fait auprès de l'ensemble des membres de l'Ordre. Le contenu du projet de règlement est actuellement entre les mains de notre avocat-conseil.

Cette année, 26 candidats se sont présentés à l'examen d'admission de l'Ordre. De ce nombre, 9 d'entre eux ont échoué, ce qui représente un taux de réussite de seulement 65 %. De plus, sur les 17 candidats ayant réussi, 13 candidats ont obtenu des résultats inférieurs à 70 %. Nous devons poursuivre notre réflexion sur les raisons qui expliquent ces résultats peu reluisants.

Pour la première fois, une journée entière fut réservée à la préparation des candidats à l'examen. Plusieurs formateurs spécialistes ont accepté «bénévolement» de faire part des différentes notions abordées à l'examen. Ce fut un succès et nous répéterons sans doute l'expérience pour la prochaine année.

Plusieurs remaniements administratifs se sont produits au sein du personnel permanent, lesquels conduiront également à certains ajustements au sein du comité des admissions et particulièrement en regard de la gestion des dossiers de stagiaires et de l'évaluation périodique.

Nous vous exprimons encore une fois notre souhait annuel, c'est-à-dire d'accepter de parrainer un stagiaire de façon à lui permettre de faire le pont entre son vécu académique et la pratique de la profession. L'effort que vous y mettrez l'aidera sans doute à mieux performer lors de l'examen d'admission.

ÉQUIVALENCE DE DIPLOMES ET DE FORMATION

Membres :

Danielle Pilette, urbaniste
Iskandar Gabbour, urbaniste

Le comité se réunit, au besoin, suite à des demandes présentées par des praticiens ne bénéficiant pas des diplômes reconnus par l'Ordre. Il examine les dossiers soumis et présente une recommandation motivée au Bureau.

Il peut être utile ici de rappeler les principes qui guident le comité et qui découlent des stipulations du règlement sur les normes d'équivalence et de formation.

D'abord, il peut y avoir équivalence de diplômes entre un diplôme reconnu et un autre diplôme, obtenu par exemple dans une autre institution ou hors du Québec. Ensuite, hors l'équivalence de diplômes, il peut y avoir équivalence de formation. Mais, encore là, et surtout dans ce cas, il appartient au candidat de soumettre un dossier très clair, précis et exhaustif des cours suivis en formation régulière et en perfectionnement, des stages réalisés, des matières de travaux exécutés dans le cadre de l'expérience acquise, etc... La formation acquise par des cours ou de l'expérience doit fournir des connaissances équivalentes à celles acquises par une diplomation reconnue. Il appartient donc au candidat de démontrer son rapport aux théories de la ville et de l'urbanisme, aux méthodes de planification et aux problématiques d'aménagement, à l'élaboration de schémas d'aménagement, de plans d'urbanisme et de stratégie d'intervention.

Il arrive que le comité achemine des recommandations négatives au Bureau en l'absence d'un dossier suffisamment étoffé en soutien à la demande. Les candidats qui satisfont aux conditions sont admissibles au stage et à l'examen. En pratique, ils représentent un très faible nombre d'admis et l'équivalence de diplômes et de formation demeure une voie exceptionnelle d'accès à la profession d'urbaniste.

COMITÉ DE RÉVISION DU CODE DE DÉONTOLOGIE

Présidente:

Me Louise Beaulieu

Membres:

Danielle Pilette
André Christin
Marie-Claude Martel

Conseiller:

Léon Floegaerts

Au début de la présente année, le Bureau de l'Ordre des urbanistes du Québec renouvelait le mandat du comité de révision du code de déontologie en l'élargissant à toute question rattachée à la déontologie. De façon plus particulière, le Bureau demandait au comité d'assurer le suivi de la révision du code de déontologie auprès de l'Office des professions du Québec. Il lui demandait également de revoir le chapitre relatif aux conflits d'intérêts, inclus au code de déontologie, pour répondre à une demande de l'Association des urbanistes et des aménagistes municipaux du Québec.

Le comité s'est réuni à deux reprises, les 19 juin et 14 décembre 1998. Plusieurs échanges, dont deux séances de travail, ont eu lieu avec l'Office des professions, principalement pour faire valoir les particularités de l'exercice de la profession d'urbaniste et expliciter les objectifs sous-jacents aux dispositions retenues au projet de code de déontologie. L'Office a proposé des modifications qui bonifient et clarifient certaines dispositions. D'autres propositions visent à assurer la concordance de la réglementation gouvernementale.

Rappelons que les travaux du comité ont débuté en 1995, l'information et la consultation des membres se sont principalement déroulées en 1997, deux versions du projet de révision du code de déontologie (déc. 96 et juin 97) ont été transmises aux membres de l'Ordre des urbanistes et enfin, un projet de code était adopté par le Bureau, le 7 novembre 1997, et transmis à l'Office des professions pour examen et recommandation au gouvernement du Québec.

Publié à la Gazette officielle du Québec, Partie 2, le 9 décembre 1998, le projet de règlement intitulé «code de déontologie des membres de l'Ordre des urbanistes du Québec» est alors entré dans la phase de consultation menée, cette fois, par l'Office des professions. Dans l'ensemble, le projet rallie les intervenants concernés. Toutefois, l'encadrement des conflits d'intérêts, tel que proposé dans le projet adopté par le Bureau et publié à la Gazette officielle, soulève certaines inquiétudes et rencontre de l'opposition. Ce différend devra se résoudre dans le contexte de la mission des ordres professionnels et plus spécifiquement dans le contexte de la protection du public.

C'est donc un dossier à suivre. Le code de déontologie révisé n'entrera en vigueur qu'après son approbation par le gouvernement et une nouvelle publication à la Gazette officielle du Québec.

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

**THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED
TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST
REPRODUCTIVE QUALITY**

**USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES
REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN
A COMPLETE READING OF THE TEXT.**

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

**LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN
DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE
REPRODUCTION**

**LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES
LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN
D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL**



Le développement du territoire

du potentiel économique des collectivités;

1990

Membres :

l'impact économique quantifie les enjeux liés à son domaine

... à assurer la concrétisation des solutions retenues. Il s'agit d'un rôle essentiel qui la gestion, le cas échéant. Il participe au débat public sur les questions relatives à son domaine

On peut ainsi utiliser des outils d'analyse et des méthodes de modélisation des dynamiques sociales et territoriales qui s'appuient sur une approche géographique et socio-spatiale autant que socio-économique. Cette approche s'inscrit dans le cadre légal de la loi relative à l'habitat et vise à intervenir sur l'occupation des territoires.

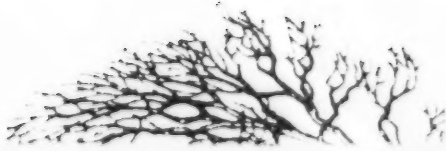
ment, il intervient dans le cadre de mandats décollant.
se d'employé ou d'un contrat de vacation
d'ouvriers privés ou publics.

... comportant l'application des principes et des
du territoire urbain ou à urbaniser. Code des

professionnel d'urbanisme toute activité qui a pour objet l'aménagement du territoire de façon à assurer une meilleure qualité de la vie des citoyens humains, la mise en valeur des ressources disponibles, l'atténuation des risques ou l'adaptation à la mise en place d'équipements et

plans et des plans;
point au point.

...au point:



ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC

DÉFINITION DU CHAMP DE PRATIQUE

- 1998 -

Désignation	L'urbaniste est un professionnel de l'aménagement du territoire
Domaine	qui œuvre dans le domaine de la planification, de la conception et de la gestion de l'occupation du sol à l'échelle d'un site, d'une agglomération, ou d'un pays
Objectifs	Ses interventions ont pour objectifs : <ul style="list-style-type: none">• la mise en valeur optimale des ressources du milieu;• l'exploitation rationnelle du potentiel économique des collectivités;• l'amélioration de la qualité du cadre de vie;• et le bien-être de la population.

Mode de pratique	L'urbaniste s'appuie sur une formation et un cadre conceptuel qui privilégie l'intégration d'apports multidisciplinaires et la vision à long terme. Il intervient dans son domaine en appui aux corps publics ou comme conseil auprès d'acteurs privés.
-------------------------	---

Volets de la profession	Dans le cadre de sa pratique, l'urbaniste identifie les enjeux liés à son domaine d'intervention à partir de l'analyse documentée des conditions existantes et des besoins de la population. Il développe des scénarios de solution, tant physiques que stratégiques, supportés par une évaluation systématique des conséquences pratiques de leur mise en œuvre, à court comme à long terme. Il conçoit les divers outils de communication nécessaires à l'illustration des solutions proposées (plans, rapports, présentations) et participe à l'information et à la consultation des parties concernées. Il fournit ses conseils aux décideurs et élabore les divers instruments de mise en œuvre (plans, politiques, réglementation) nécessaires à assurer la concrétisation des solutions retenues. Il en assure également l'interprétation ou la gestion, le cas échéant. Il participe également à la formation du public sur les questions relatives à son domaine d'intervention.
--------------------------------	---

Lieux de pratique	Il exerce sa profession seul ou en association avec d'autres professionnels dans le cadre d'institutions gouvernementales, d'entreprises publiques ou privées, ou encore en cabinet-conseil.
--------------------------	--

Méthodes	Dans le cadre de sa pratique, l'urbaniste utilise des outils d'analyse et des modèles d'interprétation et de prévision des dynamiques sociales et économiques et des valeurs sociétales. Il s'appuie sur une approche multidisciplinaire et sur une perspective physico-spatiale autant que socio-économique des enjeux. Ses moyens d'action s'inscrivent dans le cadre législatif en vigueur et font appel à divers mécanismes d'intervention sur l'occupation du sol.
-----------------	---

Conditions	Autonome professionnellement, il intervient dans le cadre de mandats découlant d'une description de tâche d'employé ou d'un contrat de vacation
-------------------	---

Clientèle	confiés par des donneurs d'ouvrage privés ou publics
------------------	--

URBANISTES

06-06-97

Tout membre (de l'Ordre) peut exercer les activités professionnelles suivantes, outre celles qui lui sont autrement permises par la loi :

fournir au public des services professionnels comportant l'application des principes et des méthodes d'aménagement et d'utilisation du territoire urbain ou à urbaniser. Code des professions, art. 37h)

Champ d'exercice

Constitue l'exercice de la profession d'urbaniste toute activité qui a pour objet l'organisation, l'aménagement et la gestion du territoire de façon à assurer une répartition adéquate et esthétique des activités humaines, la mise en valeur des ressources naturelles, culturelles et construites, l'atténuation des risques ou dangers à l'établissement humain, et la mise en place d'équipements et d'infrastructures.

Marque distinctive

L'activité professionnelle de l'urbaniste porte sur diverses unités territoriales : propriété, voisinage, quartier ou arrondissement, paroisse, canton, village, ville, comté, région, état. Elle porte sur l'étude et la formalisation de la localisation des activités humaines.

Activités essentielles à réserver dans le système professionnel

• Synthèse des études et composition des schémas et des plans; • Programmes et mesures d'application et de mise au point; • Information et consultation publique.

COMITÉ DU CHAMP DE PRATIQUE

Responsable :

Danielle Pilette, urbaniste

Membres :

André Christin, urbaniste

René Girard, urbaniste

Claude Langlois, urbaniste

Luc Tittley, urbaniste

Le comité a tenu plusieurs réunions à partir de mars 1998.

Les points discutés se rapportaient d'abord au contexte de la réforme du système professionnel et à l'importance accordée aux enjeux sectoriels. Le champ de pratique défini doit à la fois assurer notre insertion et à la fois nous spécifier dans le secteur professionnel de l'aménagement auquel appartenient aussi les Ordres suivants : ingénieurs, technologues, architectes, ingénieurs forestiers, arpenteurs-géomètres, agronomes et évaluateurs agréés. Cet exercice exige réflexion et discussion puisque dans l'exercice de leurs fonctions, plusieurs urbanistes sont appelés à s'insérer et à se spécifier dans des groupes plus multidisciplinaires que multiprofessionnels. Ils sont en effet, souvent en relation avec des groupes associatifs n'appartenant pas au système professionnel québécois : aménagistes, géographes, biologistes, environnementalistes, architectes du paysage et autres.

Le contenu défini peut avoir beaucoup d'importance et doit être représentatif de notre profession puisqu'il servira à déterminer quand un urbaniste est dans l'exercice de sa profession et quand il ne l'est pas. De même, il servira à déterminer pour quels types d'exercice l'appartenance à l'Ordre des urbanistes devrait elle être la règle pour le professionnel compétent.

Le Bureau nous a demandé d'effectuer aussi une étude des actes exclusifs à l'urbaniste. Les membres du comité confronteront leurs versions personnelles à ce sujet dans une prochaine étude.

COMITÉ DE FORMATION CONTINUE

Présidente

Martine Philibert, urbaniste

Membres

Denis Chabot, urbaniste
Jacques Chénier, urbaniste et président de l'Ordre
Dany Tremblay, urbaniste
Pierre-Yves Guay urbaniste

Actif depuis le printemps 1997, le comité de formation

continue poursuit son mandat de conseiller, éclairer et orienter le Bureau sur les besoins de formation des membres à la lumière des besoins du marché et en complément à la formation universitaire. Composé de représentants des divers milieux associés à la pratique ce comité compte comme membre Jacques Chénier (représentant du Bureau de l'OUQ), Denis Chabot (Ville LaSalle), Dany Tremblay (Ville de Verdun) et Pierre-Yves Guay (UQAM).

Au cours de cette deuxième année le comité a élaboré un programme triennal dans lequel il propose plusieurs formules de formation continue. Parmi les objectifs retenus pas le comité, mentionnons la nécessité de proposer des sessions s'adressant tant aux praticiens du domaine privé que du domaine public, le traitement de sujets urbains et péri-urbains et l'accessibilité de ces sessions à d'autres professionnels afin de favoriser les échanges, élargir les horizons de la pratique et maintenir les coûts des formations à des tarifs raisonnables. Alors qu'il y a eu relâche de formation à l'automne 1998 puisque le comité préparait son programme triennal, le printemps 1999 propose plusieurs thèmes de sessions de formation

La première session de formation sous le thème «La planification, l'aménagement et les mesures d'urgences» prévue le 5 mars à St-Jean-sur-Richelieu a dû être annulée, faute d'inscriptions suffisantes.

Actif depuis le printemps 1997, le comité de formation continue poursuit son mandat de «conseiller, éclairer et orienter le Bureau sur les besoins de formation des membres à la lumière des besoins du marché et en complément à la formation universitaire».

La deuxième session prévue à Longueuil portera sur «Formes et espaces urbains», les 8 et 9 avril 1999. Cet atelier est aussi offert à Québec, les 29 et 30 avril 1999. Cet atelier qui sera proposé dans les régions au cours des prochaines années porte sur la diffusion d'outils d'analyse permettant aux urbanistes d'approfondir leurs connaissances relatives à la structure physique et spatiale des milieux bâtis. Les formateurs sont François Racine, urbaniste et architecte et Pierre Morisset, architecte. La troisième session se déroulera les 13 et 14 mai à Ville LaSalle sous le thème «La géomatique et les technologies informatiques». La formation s'articule sur quatre volets touchant les systèmes d'information géographique, la sélection d'un système d'information, les développements en matière de gestion territoriale et des échanges entre professionnels pratiquant dans un environnement hautement informatisé.

Ces sessions sont le résultat du travail consciencieux des organisateurs (direction de l'OUQ, bénévoles et membres du comité), des présentateurs et des collègues ainsi que de l'hospitalité de Ville Longueuil, Québec et LaSalle.

Au cours de la prochaine année, le comité compte proposer aux membres des sessions sous diverses formes portant notamment sur le nouveau code national du bâtiment, la fiscalité et la mise en commun des services, les rues corviviales, la réforme cadastrale et ses implications sur l'urbanisme.

INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES (ICU)

Par Huguette Béland,

urbaniste

Représentante de l'Ordre au sein du Conseil National

D'abord, il importe de souligner le travail accompli par Madame Chantal Laliberté à titre de représentante de l'OUQ au sein du Conseil National. Son mandat se terminant en juin 1998, Madame Laliberté a poursuivi néanmoins son implication au sein de l'ICU en étant membre du jury pour les prix d'excellence 1998.

Les échanges entre l'OUQ et l'ICU auront été particulièrement nombreux cette année en raison notamment de la tenue du Congrès conjoint ICU et OUQ qui se tient cette année à Montréal.

La présidence

Depuis le congrès national de 1998 c'est Monsieur Patrick Déoux qui assure la présidence. Membre de l'Ordre des Urbanistes du Québec, Monsieur Déoux verra son mandat se terminer en juin 1999, après avoir dirigé avec succès plusieurs dossiers importants dont le plan stratégique, le dossier des relations internationales et la réorganisation du bureau de direction.

Le Conseil National

Le Conseil National s'est réuni de juin 1998 à Mars 1999 à quatre reprises (4) et aura statué sur les dossiers suivants :

- Adoption d'un plan stratégique et traduction de celui-ci sous la forme d'un plan d'action.
- Élaboration et adoption d'un nouveau plan de communication qui valorise la visibilité de l'ICU et de la pratique professionnelle. Cette orientation s'est traduite concrètement par l'élaboration d'une série de projets spéciaux tels que la tenue d'une journée nationale de la planification, l'établissement de prix de journalisme, l'établissement

avec les membres affiliés d'un prix destiné aux communautés locales, etc. La réalisation de ces projets spéciaux sera guidée par les priorités du plan stratégique et les disponibilités budgétaires.

- Revision des objectifs poursuivis par la revue Plan Canada et des clientèles visées.
- Rajoutissement de la présentation graphique de la revue Plan Canada.
- Participation à la réalisation d'un cours virtuel selon une entente signée entre l'ICU et l'Université de Waterloo
- Poursuite des travaux entrepris concernant le développement d'activités et de partenariats à l'international, dont notamment la réalisation de stages, la tenue d'un forum interaméricain sur le professionnalisme en matière de gestion urbaine et de gestion publique prévue en juin 1999.
- Revision de différentes politiques dont la politique de la langue, la politique de reconnaissance des membres émérites, la politique de reconnaissance des programmes universitaires, etc

Congrès national 1998 à Winnipeg

Le congrès s'est déroulé du 31 mai au 3 juin. Ce fut l'occasion d'honorer Monsieur S. George Rich à titre de récipiendaire du prix d'excellence en urbanisme 1998. Monsieur Rich s'est fait remarquer par son importante contribution lors de l'élaboration du plan directeur du Grand Winnipeg et ses enseignements à l'université de Waterloo.

Congrès CAPS-ACEAU à Montréal

La tenue du Congrès de CAPS-ACEAU 1999 du 9 au 13 février ayant pour thème «La ville internationale une nouvelle réalité en urbanisme» aura permis aux étudiants canadiens d'échanger et de découvrir les ressources de nos universités québécoises par la tenue notamment d'ateliers dans chacune de celles-ci. Il importe de souligner l'excellent travail du

comité organisateur qui a contribué au succès de l'événement.

Congrès conjoint ICU-OUQ 1999 à Montréal

L'année aura été marquée par un travail intense et soutenu du Comité organisateur dans la réalisation d'un programme d'activités pour la tenue du Congrès de juin. Cet événement qui déborde le cadre national, en sollicitant la participation des professionnels d'Amérique Latine, aura tout au cours de l'année mobilisé plusieurs membres de l'Ordre au sein du comité organisateur présidé par Sylvain Ducas.

Congrès nationaux

Les prochains congrès nationaux auront lieu dans les villes suivantes
2000 Charlestown
2001 Ottawa
2002 Vancouver

Direction de l'Institut

Canadien des Urbanistes

La direction générale de l'ICU est maintenant occupée par madame Lise Newton depuis août 1998 et une réorganisation majeure au sein du Bureau National aura conduit Madame Christine Helm à occuper de nouvelles fonctions. Monsieur Don Roy s'est joint également à l'équipe en place.



CANAD

UTE OF

INSTIT

EN DES

Comité

Congrès Conférence Congreso
Montréal 1999



La ville et sa région
The City and its Region
La Ciudad y su Región

LE CONGRÈS CONJOINT INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES/ ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC DE 1999

«La ville et sa région»

Président :

Sylvain Ducas, urbaniste, MICU

Trésorier :

Daniel L'Écuyer, urbaniste,
MICU

Programme :

Jacques Trudel, urbaniste,
architecte, MICU

Ateliers mobiles :

Julia Davies, urbaniste, MICU

Commandites :

Marc Ferreault, urbaniste,
MICU

Communications :

François Goulet, urbaniste

Activités sociales :

Naomi Ben David, urbaniste,
MICU

**Relations avec les
universités et les
associations étudiantes :**

Michel Barcelo, urbaniste

**Relations avec l'Amérique
latine :**

Alicia Bulwik, urbaniste sénior,
MICU, OPPI, RAIC

Activités culturelles :

Ginette Cloutier

**Représentante de l'OUQ au
Conseil de l'ICU :**

Huguette Béland, urbaniste,
MICU

Le congrès annuel de 1999 de l'Institut canadien des urbanistes (ICU) se tiendra conjointement avec celui de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) à Montréal, du 6 au 9 juin 1999.

Le thème du congrès : «La ville et sa région». Au programme, l'urbanisme dans le contexte de la nouvelle dynamique entre les villes, les régions et les autres paliers de gouvernement. Au seuil du XXI^e siècle, l'intensification des activités urbaines, la mondialisation de l'économie et de l'économie mondiale, le partenariat public et privé, les acteurs publics et privés, la reconstruction administrative, les nouvelles représentations de la ville, la taille pour les agglomérations urbaines et les urbanistes.

Pour la première fois, les congrès de l'ICU et de l'OUQ recevront des participants d'Amérique latine. En effet, ce congrès mettra aussi l'accent sur l'échange nord-sud permettant aux urbanistes latino-américains, canadiens et québécois d'échanger des points de vue et des expériences.

Le comité organisateur travaille à faire de ce congrès un événement marquant et des plus intéressants. L'entente entre l'ICU et l'OUQ sur l'organisation et la répartition des responsabilités a été signée en décembre 1996. Le budget révisé du congrès s'établit à environ 280 000 \$.

Les travaux du comité du congrès au cours de la dernière année

Cette dernière année de préparation du congrès a été effervescente.

L'appel de communications a été lancé auprès de tous les membres de l'OUQ et de l'ICU, ainsi qu'auprès de 500 organismes et professionnels d'Amérique latine. Près de 150 propositions ont été soumises au comité du programme, qui en a retenu un peu moins de 100. Au total, près de 25 ateliers concurrents et trois tables rondes permettront aux conférenciers de faire part de leurs expériences.

Trois conférenciers principaux ont aussi été invités à s'adresser en séance plénière aux congressistes, dont M. Pierre-Marc Johnson.

Le contenu et les itinéraires des 13 ateliers mobiles ou visites techniques ont été arrêtés. Le responsable des communications, avec la collaboration de la direction de l'OUQ, a supervisé la production trilingue du programme provisoire. Le sous-comité des commandites a poursuivi les démarches nécessaires auprès des partenaires privés et publics pour recueillir une somme équivalente à 30 % du budget du congrès. Les ententes avec les fournisseurs et les organismes liés aux activités sociales et culturelles ont été signées. Un appel a été lancé aux professeurs et étudiants en urbanisme au Québec et dans le reste du Canada afin de susciter leur participation.

Une mission de promotion a aussi été menée, en octobre 1998, auprès des organismes professionnels, des gouvernements et des grandes villes du Chili, de l'Argentine et du Brésil, avec la collaboration du ministère du Commerce extérieur du Canada. Ces contacts visaient non seulement à susciter la participation latino-américaine au congrès, mais aussi à établir des relations d'échange durables entre professionnels de l'urbanisme d'ici et d'Amérique latine.

LE SECRÉTARIAT PERMANENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU PAYSAGE QUÉBÉCOIS

Président

David Belgue, Ordre des urbanistes du Québec

Membres :

Pierre Breton, Ordre des ingénieurs forestiers
Pierre Aubé, Ordre des arpenteurs géomètres
François Bertrand, Ordre des agronomes
André Boisvert, Association des aménagistes régionaux
Yves Fréchette, Association des géographes
André Bourassa, Ordre des architectes

Bruno-Pierre Harvey,
Association des biologistes
William Moss, Association des archéologues
Michel Simard, Association des économistes
Chantal Prud'homme,
Association des architectes paysagistes

Durant la dernière année, le Secrétariat permanent des États généraux du paysage québécois a mis sur pied de nombreuses activités auxquelles ont participé plusieurs membres de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ). Rappelons qu'un représentant de l'OUQ fait partie des douze ordres et associations professionnelles qui siègent au conseil d'administration depuis la mise sur pied du comité organisateur des premiers États généraux du paysage québécois en 1995.

Un site WEB bien actif

Les États généraux du paysage québécois vous accueillent désormais sur notre site WEB (www.paysage.qc.ca). C'est à partir de notre site que vous pouvez obtenir textes des conférences et rapports d'activités. De plus, nous avons mis sur pied des forums de discussion afin de favoriser l'échange d'information entre nos membres.

Charte paysagère

Le projet d'élaboration d'une charte paysagère pour le territoire québécois prend racine dans la préoccupation de Tourisme Québec, du ministère de l'Environnement et des États généraux du paysage québécois à l'égard de la prise en compte et de la mise en valeur du paysage.

Un groupe de travail composé de représentants des associations et ordres membres des ÉGPO a élaboré un premier projet de charte paysagère. En février 1999, le projet a été commenté et révisé lors de deux journées de réflexion. Suite à l'élaboration de la charte, seront entreprises, d'ici l'automne 1999, des actions de diffusion de la charte en vue d'obtenir l'adhésion des intervenants publics et privés ainsi que du milieu professionnel.

Échange international dans la région de Charlevoix (8-16 octobre 1998) et Colloque «Tourisme et paysages» (16-17 octobre 1998)

La région de Charlevoix a accueilli un premier échange international au Québec sous le thème Charlevoix au 3^e millénaire. Piloté par le Centre d'études collégiales de Charlevoix, cet échange a été organisé en collaboration avec les ÉGPO et le Glynwood Center, un organisme américain qui coordonne depuis 10 ans des échanges sur une base internationale.

Une équipe composée de professionnels œuvrant en Angleterre, en France, aux États-Unis et au Canada est venue rencontrer la population et soutenir leur réflexion sur le devenir de leur région. Ces résultats seront réunis dans une publication qui servira de base aux efforts d'implantation des recommandations par la collectivité. Ils seront également disponibles sur notre site WEB.

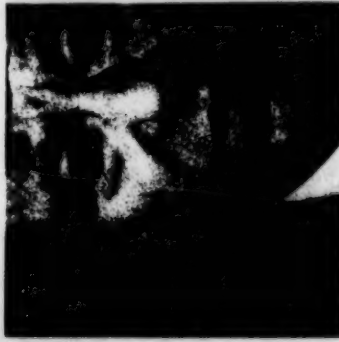
À la fin de la semaine de l'échange, la tenue d'un colloque a réuni des professionnels membres des ÉGPO et ceux de l'équipe de l'échange. Ces derniers ont présenté leur analyse de la problématique du développement touristique et de la protection des paysages de Charlevoix et ont également fait part de l'expérience française, britannique et américaine en matière de protection des paysages. Pour leur part, des conférenciers québécois ont abordé la problématique du développement touristique et de la protection des paysages au Québec.

Paysages naturels (28 mai 1998)

Une journée de formation sur le thème DE PAYS EN PAYSAGE a permis d'explorer la place du paysage dans des approches disciplinaires axées sur l'intervention (agriculture, foresterie, implantation d'infrastructures) et à montrer l'intérêt d'une compréhension globale du cadre biophysique (la cartographie écologique) dans lequel se situent les interventions. Un deuxième volet a abordé l'analyse de l'expérience du touriste et du villégiateur et a permis d'illustrer comment «le pays devient paysage». Les participants ont été ainsi mieux en mesure de mesurer l'intérêt d'une recherche menée dans la région des Laurentides par la Chaire du paysage et de l'environnement de l'Université de Montréal qui vise à intégrer la dimension du paysage à l'aménagement du territoire.

Paysages ruraux (8-9 février 1998)

À l'invitation de Solidarité rurale, les ÉGPO ont collaboré à un recueil de textes sur le thème «Le village... tout un patrimoine». Notre participation à cet événement a permis de nouer des liens avec bon nombre d'organismes et de représentants du monde rural et de faire progresser notre implication dans la protection et la sensibilisation à la valorisation du paysage rural. Notre présentation a mis l'accent sur la valorisation de paysages durables, la nécessité d'inscrire le paysage dans le projet d'aménagement du territoire et sur le besoin d'assurer le soutien technique et l'apport de professionnels pour coopérer avec les nombreux intervenants du milieu rural.



COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président:

Georges Robert, urbaniste

Membres:

Jacques Besner, urbaniste
Marcel Junius, urbaniste
Claude Langlois, urbaniste
(jusqu'au 25 janvier 1999)
Amara Ouerghi, urbaniste

Les membres du comité sont parvenus à identifier divers types d'interventions susceptibles d'être engagées au niveau international par l'Ordre.

COMITÉ ENVIRONNEMENT

Membres

Elisabeth Boulet-Clément, urbaniste
Michèle Jodoin, urbaniste
Danielle Lussier, urbaniste
Marie-Louise Roy, urbaniste, architecte
André Boisvert, urbaniste
André D'Aragon, urbaniste, géologue
Michel Dupras, urbaniste

Récemment créé, le comité environnement de l'Ordre est composé de membres dont les sphères d'activités sont fort différentes et complémentaires à la fois.

Bien qu'il demeure des éléments à déterminer quant au mandat et à établir les dossiers sur lesquels le comité réagira sur la scène publique, le comité, déjà actif, a réalisé un mémoire pour le compte du ministère de l'Environnement et de la Faune afin de bonifier la directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement d'un projet de lieu d'enfouissement sanitaire.

Le comité est à réaliser un travail similaire pour le même Ministère sur la directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement d'un projet de ligne d'énergie électrique à haute tension et d'un poste électrique.

Finalement, le comité a également contribué ainsi que les États généraux du Québec au cahier d'environnement.

La revue des sujets traités.

Il s'agit d'un avenir.



Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC (C.I.Q.)

Par

Danielle Pilette, urbaniste déléguée

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformatrice dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviseur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un sursis à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les autres principaux sujets traités par le Conseil, en plus de la conduite des différents forum et des affaires courantes, concernent :

- le budget de l'Office des professions devenu organisme extra-budgétaire du Gouvernement du Québec et pour lequel la contribution totale des membres des Ordres s'élèvera à 4 509 000\$ en 1999-2000;

- la perception du public au sujet des services professionnels, de la mission des Ordres en matière de protection du public et du fonctionnement du système professionnel;

- des amendements au Code des professions, particulièrement quant à l'inspection professionnelle;

- les régimes et modalités d'information et de protection des renseignements personnels;

- la systématisation, l'encadrement et l'harmonisation des relations entre les syndicats et les Bureaux des Ordres professionnels.

COMITÉ DE LA NOMINATION DES MEMBRES ÉMÉRITES

Membres

Claude Doyon, urbaniste
Claude Dubé, urbaniste
Luc Tittley, urbaniste

Nous vous informons que le comité de nomination des membres émérites a été inactif durant l'exercice qui se termine, et qu'à notre connaissance, aucun rapport d'activités ne sera produit.

Cette absence d'activités s'explique par le fait qu'aucune demande ne nous ait été acheminée.

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

**IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING
PAGES**

**THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED
TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST
REPRODUCTIVE QUALITY**

**USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES
REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN
A COMPLETE READING OF THE TEXT.**

**REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES
PAGES QUI SUIVENT**

**LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN
DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE
REPRODUCTION**

**LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES
LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN
D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL**

COMITÉ UMQ-UMRCQ

Par
Marcel Chiasson, urbaniste à
vice-président

Le représentant de l'Ordre des urbanistes du Québec a contacté à plusieurs reprises les représentants de l'UMRCQ afin d'établir un contact formel entre nos deux organismes.

Or, le 28 janvier 1999, le représentant à l'Ordre des urbanistes du Québec rencontrait Mme Isabelle Chouinard, directrice des services conseils à l'UMRCQ.

Suite à cette rencontre, la présidente de l'UMRCQ, Mme Jacynthe Simard invitait officiellement le président de l'OUQ à siéger sur la Commission consultative permanente sur l'aménagement du territoire de l'UMRCQ.

Le président de l'OUQ a accepté l'invitation de la présidente de l'UMRCQ et a désigné Marcel Chiasson pour représenter l'Ordre sur ce comité.

Ce comité est composé de représentants de l'UMRCQ et de professionnels de l'aménagement.

Le mandat du comité est de s'exprimer sur tout sujet qui touche l'aménagement et l'urbanisme au Québec. Il rencontre à l'occasion les représentants du ministère des Affaires municipales afin d'échanger sur tout projet de loi ou décret qui concerne le monde municipal.

Au cours des prochaines semaines, on amorcera des contacts auprès des représentants de l'OUQ afin d'établir une relation d'affaires similaire à ce que nous avons développée avec l'UMRCQ.

La visibilité et la crédibilité de l'Ordre s'appuient sur ce type de démarche si nous voulons prendre notre place dans l'univers de l'aménagement et l'urbanisme au Québec.

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DES FINANCIERS

Aux membres de l'Ordre des urbanistes du Québec

Nous avons vérifié le bilan de l'Ordre des urbanistes du Québec au 31 mars 1999 et les états des revenus et des dépenses et de l'évolution des surplus de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Ordre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Deshorloges exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'erreurs matérielles importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des déclarations, l'examen de l'origine des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Ordre au 31 mars 1999, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de la situation financière au 31 mars 1999.

Comptables agréés
Longueuil, le 10 avril 1999

Raymond Chabot Grant Thornton

Stas n'est en

	1999	1998
Revenu à court terme	31397	32787
Encaisses	188000	192000
Dépôts à terme, 4.75 % à 5.05 % (3.55 % à 5.05 % en 1998)	4106	2356
Débiteurs	10000	10000
Revenus à recevoir	5801	3906
Plus payés d'avance	239304	241049
Immobilisations (note 4)	45042	19075

3000	3000
287346	263124

34772	32445
120195	109403
14163	14163
154967	156011

45042	19075
87337	88038
132379	107113
287346	263124

REVENUS ET DÉPENSES

de l'exercice terminé le 31 mars 1999

	Budget	révisé	1999	Réel	1998	Réel
Revenus						
Contributions membres	240198	\$	234416	\$	234571	
Contributions stagiaires	9900		8733		10300	
Subventions						
Ministère des Revenus municipales	3000		10000		10000	
ACDI	14163		14163		9000	
Revenu d'opérations	71750		46639		24949	
Intérêts			8825		5728	
Adhésions	2000		1669		1650	
Total	343011		324445		296198	

159602	137066	159753
37650	33607	35847
29500	37647	32612
29800	22845	20481
27500	27541	21848
8500	6189	3914
500		

14163	13670	
19326	8207	9000
9000	12407	8317
335535	299179	299584

7476	25266	(3386)
------	-------	--------

COMITÉ UMQ-UMRCQ

Par
Marcel Chiasson, urbaniste &
vice-président

Le représentant de l'Ordre des urbanistes du Québec a contacté à plusieurs reprises les représentants de l'UMRCQ afin d'établir un contact formel entre nos deux organismes.

Or, le 28 janvier 1999, le représentant à l'Ordre des urbanistes du Québec rencontrait Mme Isabelle Chouinard, directrice des services conseils à l'UMRCQ.

Suite à cette rencontre, la présidente de l'UMRCQ, Mme Jacynthe Simard invitait officiellement le président de l'OUQ à siéger sur la Commission consultative permanente sur l'aménagement du territoire de l'UMRCQ.

Le président de l'OUQ a accepté l'invitation de la présidente de l'UMRCQ et a désigné Marcel Chiasson pour représenter l'Ordre sur ce comité.

Ce comité est composé de représentants de l'UMRCQ et de professionnels de l'aménagement.

Le mandat du comité est de s'exprimer sur tout sujet qui touche l'aménagement et l'urbanisme au Québec. Il rencontre à l'occasion les représentants du ministère des Affaires municipales afin d'échanger sur tout projet de loi ou décret qui concerne le monde municipal.

Au cours des prochaines semaines, on amorcera des contacts auprès des représentants de l'UMQ afin d'établir une relation d'affaires similaire à ce que nous avons développée avec l'UMRCQ.

La visibilité et la crédibilité de l'Ordre s'appuient sur ce type de démarche si nous voulons prendre notre place dans l'univers de l'aménagement et l'urbanisme au Québec.

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de l'Ordre des urbanistes du Québec

Nous avons vérifié le bilan de l'Ordre des urbanistes du Québec au 31 mars 1999 et les états des revenus et dépenses et de l'évolution des surplus de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Ordre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Ordre au 31 mars 1999, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Comptables agréés
Longueuil, le 16 avril 1999

Raymond Chabot Grant Thornton

Société en nom collectif

1999	1998	
\$	\$	
31397	32787	
188000	192000	
4106	2356	
10000	10000	
5801	3906	
239304	241049	
45042	19075	

3000	3000
287346	263124

34772	32445
120195	109403
154967	156011

45042	19075
87337	88038
132379	107113
287346	263124

REVENUS ET DEPENSES
de l'exercice terminé le 31 mars 1999

Budget révisé	1999	1998	Reel	Reel
\$	\$	\$	\$	\$
240198	234416	234571		
9900	8733	10300		
5000	10000	10000		
14163	14163	9000		
71750	46639	24949		
8825	5728			
2000	1669	1650		
343011	324445	296198		

Dépenses	1999	1998
Salaires et charges sociales	159602	159753
Transport et communications	37650	35847
Services professionnels	29500	32612
Fournitures et impression	29800	20481
Charges locatives	27500	21848
Frais de représentation	8500	3914
Allocations	500	
Projets ACIDI		
Dépenses reliées au projet Vietnam	14163	13670
Développement d'un site Web international		
Autres	19320	9000
Amortissement des immobilisations	9000	8317
	12407	7812
	299179	299584

Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses	7476	25266	(3386)
--	------	-------	--------

F. Raymond

RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES

de l'exercice terminé le 31 mars 1999

							Contrôle de la pratique professionnelle						1999	1998
	Administration	Admission	Vie démocratique	P.L.E.O.	Formation continue	Communication et information	Syndic	Inspection	Développement international	Comités	Relations avec les organismes	Budget révisé	Réel	Réel
REVENUS	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Cotisations-membres	64595	5739	45109	3000		60277	22356	3000		19360	10980	240198	234416	234571
Cotisations-stagiaires		8733										9900	8733	10300
Subventions														
Ministère des Affaires municipales	10000											5000	10000	10000
ACDI									14163			14163	14163	9000
Revenus d'opérations		5750	28862		80	12522					(575)	71750	46639	24949
Intérêts	8825												8825	5728
Adhésions						1669						2000	1669	1650
	83420	20222	73971	3000	80	74468	22356	3000	14163	19360	10405	343011	324445	296198
DÉPENSES														
Salaires et charges sociales	30450	12994	27588		2221	27111	11655	2000	59	16949	6039	159602	137066	159753
Transport et communications	6272	1573	9127		33	7915	1208	729	4548	2202		37650	33607	35847
Services professionnels	13336	1197	2978		100	16780	6058	1805				29500	37647	32612
Fournitures et impression	4921	361	1914		397	15252						29800	22845	20481
Charges locatives	20000		7541									27500	27541	21848
Frais de représentation			5263	534							392	8500	6189	3914
Allocations												500		
PROJETS ACDI														
Dépenses reliées au projet Vietnam									9063			14163	9063	
Développement d'un site Web international														9000
Autres	7008		1090		109							19320	8207	8317
Amortissement des immobilisations	4028	3798								4581		9000	12407	7812
	86015	19923	55501	534	2860	67058	18921	4534	13670	23732	6431	335535	299179	299584
Excédent (insuffisance)														
des revenus par rapport aux dépenses	(2595)	299	18470	2466	(2780)	7410	3435	(1534)	493	(4372)	3974	7476	25266	(3386)